

L'Équateur : un territoire de paix



Par María Josefina Arce

Manta est une localité de la province équatorienne de Manabí, qui, durant 10 ans, à partir de 1999 a dû souffrir des conséquences de la présence de forces étrangères. Jamil Mahuad, qui était alors président, avait autorisé les troupes armées étasuniennes à réaliser des opérations militaires dans la base ouverte dans ce territoire.

Après l'arrivée au pouvoir en 2007 du président Rafael Correa, il a mis en pratique une politique visant à transformer l'Équateur en territoire de paix, moyennant entre autres mesures le retrait des effectifs étrangers.

Le président Correa avait annoncé qu'il ne renouvelerait pas le contrat d'utilisation de la base de Manta, l'un des engagements qu'il avait contracté lors de sa campagne électorale.

Il a également promu une Assemblée Constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution garantissant l'indépendance et la souveraineté de ce pays andin.

C'est ainsi que la nouvelle constitution de l'Équateur, adoptée en 2008, interdit tout type de bases militaires étrangères dans le pays.

Avec clarté, l'article 5 de la nouvelle Constitution stipule que: "l'établissement de bases militaires étrangères, ou d'installations étrangères à des fins militaires est interdit. La cession de bases militaires nationales aux forces étrangères de sécurité est également interdite".

5 ans se sont écoulés. Les Équatoriens ont repris le contrôle de Manta, où les troupes étasuniennes avaient mis des restrictions à la libre circulation dans les plages, avaient interdit aux habitants locaux de pêcher dans leurs propres eaux, avaient fomenté la prostitution. Bref, ils signifiaient une menace pour la stabilité et la paix de ce pays et du reste de l'Amérique du Sud.

La décision courageuse du président Correa a mis un frein aux prétentions de Washington d'utiliser son argument, tant de fois brandi, de la lutte contre le trafic de drogues, comme un mécanisme de domination et de violation de la souveraineté des pays où il y a des enclaves militaires étasuniennes.

Ainsi, en plus de matérialiser une clameur majoritaire du peuple équatorien pour mettre un terme à la présence militaire étasunienne, l'attitude du gouvernement de Quito a non seulement assuré et consolidé la souveraineté de l'Équateur, mais aussi celle des autres pays situés au Sud de notre Continent.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/34451-lequateur-un-territoire-de-paix>



Radio Habana Cuba